

La révolution égyptienne et ses ennemis

Après « *Moubarak, dégage* », cela a été « *Morsi, dégage* ». 22 millions d'égyptiens avaient signé la pétition contre Morsi du mouvement « Tamarod » (Rébellion), et des millions sont descendus dans les rues, pour des manifestations longues, jour après jour, déterminées malgré les attaques meurtrières des partisans de Morsi. Pas seulement place Tahrir au Caire, mais dans toute l'Égypte. Une nouvelle immense mobilisation populaire ce 30 juin 2013, suite à quoi l'armée égyptienne a préféré écarter Morsi et reprendre les rênes du gouvernement, plutôt que de laisser la vague de fond révolutionnaire se développer encore plus. Un coup d'Etat militaire, comme disent les partisans de Morsi ? Façon de parler, car l'armée était toujours au pouvoir.

C'était déjà l'armée qui avait confisqué la révolution après avoir écarté le général Moubarak en 2011. C'est l'armée qui avait fixé les modalités des élections et pactisé avec les Frères musulmans de Morsi, élu président en juin 2012. De façon à conserver l'essentiel du pouvoir, sans se retrouver au devant de la scène... et des critiques. Mais cette combinaison qui devait remettre la population dans le rang, n'aura tenu qu'un an.

Car pour la population égyptienne, c'est toujours la misère, et la situation s'aggrave : pénuries d'essence, de mazout, de pain, de lait pour les enfants, coupures d'électricité incessantes, prix qui explosent. Les Frères musulmans avaient promis une amélioration de la condition des plus pauvres : ils se sont montrés au pouvoir tout aussi corrompus que leurs prédécesseurs. Cela fait donc des mois que la contestation sociale gronde en Égypte, avec des milliers de manifestations et de grèves dans de nombreuses régions du pays, dans les différents secteurs de l'économie, cheminots, dockers du canal de Suez, ouvriers du textile de al-Mahallah et bien d'autres.

L'armée espère couper court à la vague révolutionnaire. Elle veut mettre en place une nouvelle façade au régime en cherchant la participation et le soutien des partis dits démocrates mais aussi du parti salafiste Al Nour, même si ce dernier vient de se retirer de ces négociations. Elle n'hésite pas à réprimer dans le sang son ancien partenaire, les Frères musulmans. Et c'est sur le dos de toute la population que pourraient se faire demain les règlements de compte entre eux.

Le peuple égyptien n'a bien entendu rien à attendre de l'armée, de ces généraux qui se sont taillé des fortunes sur le dos de la population. L'armée est un

grand propriétaire foncier et ses chefs possèdent de grandes entreprises. Sans oublier que l'état-major est soutenu, politiquement et financièrement, par le gouvernement des Etats-Unis, car c'est un allié pour maintenir un ordre injuste dans la région.

Bien des manifestants anti-Morsi se souviennent que c'est la police et l'armée qui, à plusieurs reprises dans cette révolution, ont tiré sur les manifestants, torturé et tué des opposants. Et s'ils ont continué à manifester place Tahrir après la destitution de Morsi, c'est parce que nombreux se défient des militaires.

La nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire

La bourgeoisie, ses représentants politiques, qu'ils soient militaires, islamistes ou libéraux démocrates, craint la force d'une population qui ne désarme pas et dont la conscience politique progresse vite. Mais il manque certainement une voix, un parti, qui se place pleinement du côté de la population laborieuse, de la jeunesse, des ouvriers, des paysans, des plus pauvres. Un parti ouvrier révolutionnaire qui donne une toute autre perspective politique que cette prétendue démocratie bourgeoise appuyée sur l'armée ou la réaction religieuse.

Pour que la mobilisation révolutionnaire en Égypte débouche sur un réel changement, il est indispensable que s'exprime une politique représentant les revendications sociales et politiques des travailleurs. Que les classes populaires ne se limitent pas à contester le pouvoir des dictateurs et démagogues, qu'ils soient militaires ou islamistes, mais qu'elles envisagent de prendre directement leur avenir en main, en exerçant elles-mêmes le pouvoir politique et économique. C'est le seul avenir démocratique envisageable. C'est la seule façon de faire réussir une révolution.

Imagine all the people... mobile

Dans le cadre des négociations sur la compétitivité, de nouvelles mesures de « *vie courante* » pleuvent – mais attention elles n'en excluent pas d'autres bien plus drastiques en cas de « *nouvelle réorganisation* ».

Mobilité renforcée mais « *volontaire* » s'égosille la direction. Avant de rappeler que de toutes manières nos contrats lui permettent de nous balader un peu partout en France... voire hors de l'entreprise, grâce aux nouvelles « *plateformes territoriales de Mobilité* » ! Évolution, polyvalence, diversité... C'est plutôt déménagements à répétition, angoisse, précarité. Non merci.

Le Martin prêcheur

Denis Martin, directeur industriel PSA et apôtre de « *l'Usine Excellente* » donne la bonne parole dans la presse. Dans le cadre du nouveau « *contrat social* », il prêche au son de « *stabilité salariale* », augmentation de la « *productivité* » pour améliorer la « *compétitivité* ». Contrairement aux comptes rendus bon teint sur les accords de compétitivité en cours de discussion, le message est clair : gagner près de 200 € par véhicule en passant le temps de fabrication de 20 heures à 14,5 en 5 ans.

En fermant des usines et en supprimant des milliers d'emplois ? Sa religion n'est pas la nôtre !

Accords de compétitivité : premier exemple

Avant de tenter d'appliquer à l'ensemble du groupe un accord de compétitivité, PSA essaye de le faire passer en force à coup de chantage à l'emploi sur le site de sa filiale la Française des Mécaniques.

La direction y propose un blocage des salaires (AG + AI) pendant 2 ans et une diminution des majorations pour les heures supplémentaires. Elle prévoit de réduire de 20 % la pause repas.

Elle y ajoute une baisse des primes : moins 20 % sur la prime d'intéressement, réduction de la prime d'ancienneté (jusqu'à 600 € de moins par an pour ceux qui ont plus de 20 ans d'ancienneté), fin de la prime du samedi. En plus elle limiterait les compteurs d'heures des salariés et se réserverait de piquer ce qui dépasserait un certain seuil.

Tout un programme pour remplir encore plus les poches des actionnaires.

La « *sauvegarde de l'emploi* » invoquée ? C'est leurs derniers soucis puisque, accord ou pas, la direction a déjà prévu la suppression de 800 emplois sur le site de Douvrin.

Flexibilité à la Sevelnord

Autre illustration de ce que PSA mijote : la « *flexibilité* » imposée il y a déjà quelques mois dans l'accord dit de « *compétitivité* » à Sevelnord : 21 minutes dites « *d'overtime* ». C'est un temps de rattrapage quotidien payé mais annoncé 2 heures à l'avance, si la production journalière est inférieure aux attentes de ces messieurs de la direction. L'équipe du matin qui finissait à 13h, termine dans ce cas à 13h21, décalant d'autant l'équipe d'après-midi qui ne terminera plus à 20h30 mais à 20h51, sauf si elle subit elle aussi « *l'overtime* »... jusqu'à 21h12. Pas facile de rentrer à la maison.

Au niveau du groupe, on est assez nombreux pour lui faire ravalier tout ça... Et ça servira aussi aux camarades de Sevelnord.

Les frères veulent se barrer avec l'oseille ?

Des bruits ont couru que la famille Peugeot voulait se désengager de PSA, cédant ses parts à GM, après échec des discussions avec l'entreprise chinoise Dong Feng. La direction dément : « *La famille Peugeot confirme son profond attachement au Groupe et à ses salariés* »... surtout aux 11 200 qu'elle veut éjecter et à tous les autres qu'elle voudrait ainsi surcharger.

Que la direction mente (comme d'habitude) ou pas, ça fait belle lurette que PSA ne réalise pas ses profits seulement dans l'automobile et elle n'a pas attendu de revendre ses parts pour restructurer tous azimuts. Or ce sont ces restructurations, suppressions de postes et surcharges qui sont intolérables. Quel que soit le patron.

De Mulhouse à Poissy

Prétextant la réussite du lancement de la 2008, la direction de PSA Mulhouse annonce 13 samedis travaillés du 14 septembre au 14 décembre. Ça fera des semaines de 47 heures une semaine sur deux. Alors que d'avril à juillet, une heure supplémentaire a déjà été imposée chaque soir avec tous les samedis travaillés.

A Poissy, c'est du même style, la direction y imposant en ce moment des heures en plus et même des dimanche au « *volontariat* » forcé. Quitte à prévoir des jours chômés en septembre.

Horaires de fous et flexibilité à outrance, c'est ça lorsqu'on ferme une usine comme Aulnay et qu'on prévoit plusieurs autres milliers de suppressions d'emplois.

Rien à discuter dans les « *négociations de compétitivité* » de PSA, et tout à combattre.